

Le laboratoire des gaz de schiste au Québec et la fabrication des territoires par l'action collective

AUTEURS

Marie-José FORTIN, GRIDEQ/CRDT (Canada)

Yann FOURNIS, GRIDEQ/CRDT (Canada)

RÉSUMÉ

Dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique sur les gaz de schiste menée au Québec, nous avons tenté de défricher un front de l'interdisciplinarité, en rappelant l'importance des lieux (comme triptyque acteurs/espace/temps) et de l'action collective dans le processus d'acceptabilité sociale. Dans le prolongement d'une définition complexe de l'acceptabilité sociale, nous nous concentrons ici sur le processus micro-social de coordination, d'interprétation sociale et de fabrication du sens attaché à un objet. Trois méthodologies différentes permettent ainsi de saisir une « photographie » des rationalités contextualisées en présence dans les débats, une « radiographie » de leurs rapports avec certains facteurs macro-structurels et un « film » naissant des jeux d'acteurs dans un territoire particulier. En conclusion, les acteurs territoriaux ont, dans une telle situation inédite et incertaine, de réelles marges de manœuvre pour influencer sur un processus plus ouvert et interactif qu'il n'y paraît.

MOTS CLÉS

Construction des territoires, action collective, gaz de schiste, acceptabilité sociale, lieux

ABSTRACT

In the context of Quebec's Strategic environmental assessment on shale gas, we intended to explore a front of interdisciplinarity, bringing the importance of place (as triptych of actors/space/time) and collective action in the process of social acceptability. Following a complex definition of social acceptability, this paper focuses on the micro-social process of coordination, social interpretation and construction of the meaning tied to an object. Thus, three different methodologies were taken in order to capture a "photo" of contextualized rationalities offered in debates, a "radiography" of their relationships with macro-structural factors and a "movie" of social interactions in a specific territory. In conclusion, territorial actors have, in such an unusual and uncertain situation, some real potential to influence a process that is more open and interactive than it may appear at first.

KEYWORDS

Territory's construction, collective mobilization, shale gas, social acceptability, place

INTRODUCTION

Septembre 2010 : les Québécois découvrent une nouvelle filière énergétique juste « dans leur cour » : les gaz de schiste (GDS). Cependant, si la vallée du Saint-Laurent recèle un fort potentiel, le soutien populaire n'est pas assuré : non seulement les activités de forage sont problématiques (débutées dès 2007, elles comptent une trentaine de puits, dont la moitié use de la fracturation hydraulique), mais le cadre réglementaire semble démultiplier les incertitudes (des permis accordant un droit exclusif de recherche et d'extraction ont été accordés sur un territoire couvrant plus de 20 000 km²). Plus largement, l'absence d'obligation de consultation formelle par l'État ne facilite guère la gestion du dossier : des

manifestations médiatisées se déroulent dans les conseils municipaux, sous présence policière, et le conflit embrase l'espace québécois.

L'irruption du dossier du gaz de schiste dans les territoires rappelle combien est délicate l'évolution du monde des connaissances. Les scientifiques sont appelés, selon un registre propre, à contribuer au devenir de leur société, à la définition des problèmes, enjeux et actions possibles. Avec les nouveaux débats viennent de nouvelles notions, qui ouvrent de nouveaux fronts territoriaux, aux frontières de la science, du social et de la politique. Dans le prolongement des travaux du GRIDEQ¹, ancrés dans les territoires et auprès de leurs acteurs (Fournis et Fortin, 2012), nous avons participé à une évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste au Québec, pour dégager l'intérêt potentiel de la notion d'acceptabilité sociale. Centrée sur les dynamiques sociales et les mobilisations collectives entourant le projet d'exploitation du gaz de schiste, cette recherche a mobilisé la notion d'acceptabilité sociale qui, en dépit de sa « faiblesse », recouvre des réalités fortes – et en particulier la place des territoires dans les décisions touchant les modes d'exploitation des ressources (Fournis et Fortin, 2013). Nous visons donc à mettre en valeur un « front pionnier de l'interdisciplinarité » en exposant une recherche récente, sa diversité méthodologique et son défi conceptuel (Fortin et Fournis, 2013). Ce cas renseignera sur la fabrique des territoires, cœur de la science territoriale.

1. LA LUNETTE D'OBSERVATION : AU-DELÀ DES PROTESTATIONS

Comment qualifier le vaste mouvement citoyen lié au gaz de schiste ? S'il est aisé de récuser le syndrome « pas dans ma cour »², comment aller au-delà des événements médiatisés, de la pointe de l'*iceberg*, dans ces petites communautés où naissent les convictions et conventions ? En phase avec le GRIDEQ, la mobilisation sociale est envisagée comme l'affirmation du « lieu », cet espace de vie signifiant pour les populations locales, qui participe (dans ses diverses formes) des conditions de vie, de l'appartenance et de l'identité communautaire (Beaudry et Dionne, 1996). Ces lieux sont saisis largement, à trois niveaux (macro-économique, méso-politique, micro-social), où l'acceptabilité sociale (ici des grands projets gaziers) est conçue comme un processus politique pluriel exigeant une convergence relative des processus prenant place à ces trois niveaux. Notre propos s'attarde ici au niveau microsocial au rôle du territoire comme lieu de gestation du conflit et de gestion de son dépassement éventuel.

Considérons deux types de littérature, aux intérêts et angles morts homologues. D'un côté, les travaux sur les oppositions locales aux activités énergétiques (éoliennes) usent d'une notion d'acceptabilité sociale de plus en plus intéressante, qui passe d'une approche de type NIMBY à d'autres plus cognitives ou sociopolitiques ; néanmoins, le conflit apparaît comme une situation inusitée et non-souhaitable, un « problème » de société en phase avec un fonctionnalisme implicite (Wolsink, 2012). D'un autre côté, la sociologie de l'action collective se centre sur l'action de contestation et ses conditions de possibilité et de succès (capacités, opportunités) pour expliquer l'émergence de l'action collective ; mais cette acception étroite, conflictuelle, de l'action collective oublie bien souvent certains paramètres essentiels encadrant le mouvement (capitalisme, action publique, incertitudes socio-techniques, etc.) (McAdam et Schaffer-Boudet, 2012).

1 Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est du Québec (GRIDEQ) : www.uqar.ca/grideq.

2 *Not in my backyard* (NIMBY).

Nous suivons cette dernière piste pour saisir la place des micro-dynamiques de la construction localisée du sens, dans des configurations territoriales où de fortes incertitudes technologiques (fracturation hydraulique horizontale) imposent aux collectivités de faire des choix. Au-delà des stratégies et perceptions différenciées, les acteurs participent à une lutte de cadrage complexe (interactive, dynamique et conflictuelle), un processus d'évaluation collective, par lesquels ils appréhendent individuellement et collectivement les enjeux sociaux complexes qui engagent l'avenir du territoire, les dilemmes posés par l'insertion territoriale de l'exploitation industrielle des GDS. Dans un lieu où les médiations et interactions entre acteurs sont enserrées par des cadres communautaires, économiques et politiques particuliers, l'acceptabilité sociale réside au niveau *micro* dans ce processus de coordination, d'interprétation sociale et de fabrication du sens, par un individu et un collectif, à l'égard d'un objet (situation, activité, infrastructure, politique, etc.). Il s'agirait ensuite de relier ce processus d'engagement des acteurs aux dynamiques et cadres institutionnels de la gouvernance qui, à leur tour, visent à réguler les intérêts et les systèmes économiques.

2. TROIS LENTILLES D'OBSERVATION

L'observation empirique oblige à un travail de traduction pour passer du concept aux variables et indicateurs du phénomène étudié. Combinant outils quantitatifs et qualitatifs, trois entrées méthodologiques complémentaires ont été retenues, reposant sur des savoirs disciplinaires différents (sociologie, géographie), pour saisir le triptyque de notre objet (acteurs/espace/temps) et le phénomène étudié (l'action collective comme processus de l'acceptabilité sociale). Leurs contributions sont ici brièvement illustrées avec le cas québécois du gaz de schiste.

La photographie des préoccupations sociales

Le sens accordé à un projet est l'élément déclencheur d'une mobilisation mais, de nature qualitative et volatile, il est délicat à saisir : il se construit à travers de multiples médiations et interactions. Les mémoires déposés au bureau des audiences publiques de l'environnement (BAPE) sur la filière des gaz de schiste, à l'automne 2010 lors d'une période de controverse, offrent cependant un corpus éclairant : tenues en réponse aux contestations, ces audiences sont ouvertes à toutes les préoccupations, individuelles ou collectives, et offrent une « photographie » à un moment particulier et limité, un espace-temps circonscrit, des interprétations différentes du possible déploiement de l'activité des gaz de schiste au Québec.

La méthodologie vise à une analyse fine de la pluralité des rationalités contextualisées en présence : non seulement les citoyens ne pensent pas tous de la même façon, mais ils peuvent aussi témoigner de préoccupations partagées (par le milieu associatif, les élus, les industriels). Cette diversité ne confine pas au relativisme parce que certaines tendances fortes se dégagent. Une première analyse a repéré la diversité des préoccupations exprimées, entendues comme un sujet signifiant pour l'acteur (questionnement, attente ou inquiétude) qui influence son rapport à un objet (l'exploitation du gaz de schiste) et sa perception/représentation (jugement de pertinence par rapport au territoire), voire son comportement. Comme les préoccupations se combinent dans le discours et le système de pensée des acteurs, l'analyse dégage les sujets de préoccupations exprimés explicitement pour saisir la récurrence et l'importance de certains sujets par rapport à d'autres et, possiblement, leur ordonnancement dans un univers symbolique.

Un deuxième type d'analyse concernait le « positionnement » des acteurs : la conceptualisation a écarté l'analyse binaire (pour/contre) pour saisir, aux trois niveaux d'acceptabilité sociale, le degré de conflictualité associé aux préoccupations émises et ce qu'elles supposent de changement, plus ou moins radical, à l'égard du cadre réglementaire et de gouvernance. Ainsi, les préoccupations liées aux incertitudes de la mise en œuvre technique sont moins conflictuelles que les demandes de transformations du cadre de régulation ou les remises en cause du modèle de développement (figure 1). En croisant cette donnée avec le type d'acteurs apparaît la grande homogénéité des industriels qui, unanimes, exigent des ajustements techniques au cadre existant (figure 2). Les acteurs institutionnels demandent quant à eux en majorité des changements du cadre de régulation – en particulier de la présence de la Loi sur les mines sur les compétences des élus. Enfin, les citoyens et représentants d'associations expriment dans pratiquement un cas sur trois les exigences de transformation radicale du modèle de développement. Ces résultats sont donc une première « mesure » de la diversité des demandes sociales dans les processus d'interprétation du projet gazier.

Figure 1. Modèle d'analyse des positions des acteurs

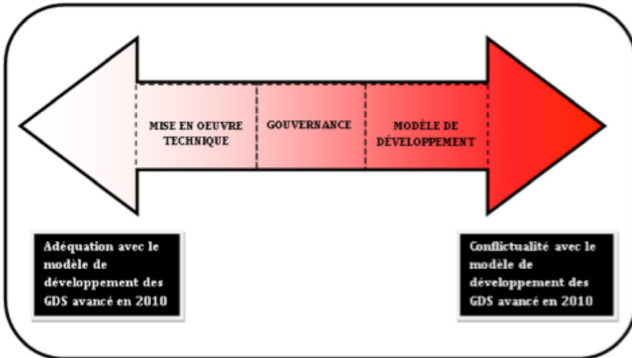
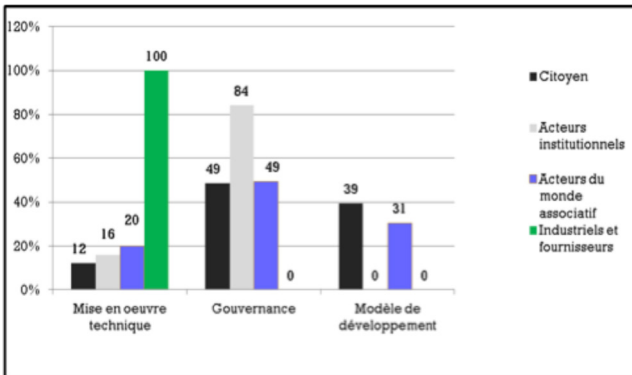


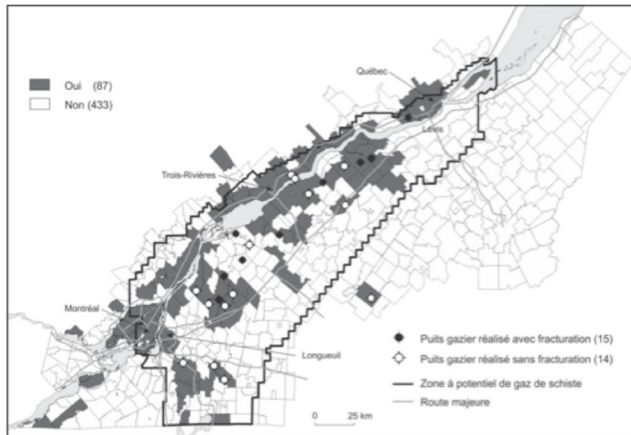
Figure 2. Répartition des catégories d'acteur selon les trois positions principales



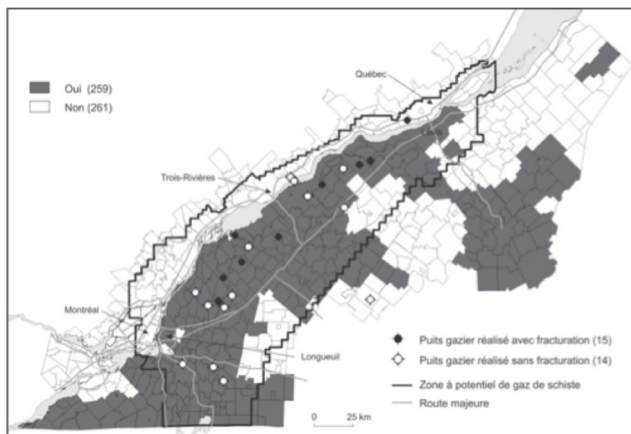
La radiographie des contraintes structurelles

Deuxième entrée méthodologique, l'analyse spatiale examine aussi les représentations au cœur du triptyque acteurs/espace/temps, mais en valorisant les facteurs macro-structurels. Comme dans la littérature sur la justice environnementale, les trajectoires de développement et la vitalité socio-économique des territoires sont des facteurs déterminants des dynamiques sociales autour des grands projets (infrastructures à risque ou de type *LULU*). Au Québec, les territoires en difficulté économique chronique ou historiquement structurés par des activités gazières sont souvent considérés comme moins enclins à se mobiliser contre les grands projets. Une analyse cartographique, croisant des données sur plus de 500 municipalités, réfute certaines hypothèses pour les GDS.

Carte 1. Municipalités où sont présentes des activités d'extraction de gaz naturel et de gaz de schiste



Carte 2. Municipalités signataires d'une résolution adoptée par leur MRC exigeant une forme d'encadrement plus soutenu de l'activité gazière



Si on compare les municipalités où se trouvent des activités d'extraction de gaz naturel conventionnel (carte 1) à celles (N=259) ayant voté en faveur d'une résolution posant des exigences plus fortes en matière d'encadrement du gaz de schiste (et parfois l'interdiction) (carte 2), ou encore à celles où a été créé un comité citoyen, on conclura que la « familiarité » avec l'industrie ou la fragilité économique ne sont pas des conditions suffisantes à une « acceptation » passive du projet. Ceci confirme (et complique) une partie des conclusions de McAdam et Schaffer-Boudet (2012) : les variables lourdes doivent être combinées avec les variables classiques de l'action collective parce que, même dans ces milieux, il existe des mobilisations contestataires, ou du moins des exigences face au projet.

Le film des interactions

Enfin, l'étude de cas, troisième type d'analyse, porte sur les jeux d'acteurs dans un territoire particulier, rappelant l'importance des interactions à travers le temps entre « acteurs », individus et groupes sociaux. L'absence de processus balisé et prévisible dans la phase de forage, dite d'exploration (les règles alors en vigueur, distinguant les activités d'exploration de celles d'exploitation, n'imposent pas de procédure d'évaluation environnementale ou de consultation du BAPE), découvre un jeu de délibérations et négociations *ad hoc*, où se construisent malgré tout le débat public et les rationalités des acteurs engagés. L'examen du cours subtil des interactions entre certains acteurs stratégiques (élus, comités citoyens, organisation agricole syndicale et entreprise) découvre ainsi la diversité des scènes de construction de l'action et l'évolution des rationalités et des positions. Ce « film » des moments clés des dynamiques sociales déroule le processus et les facteurs de l'acceptabilité sociale de l'activité gazière dans un territoire. Le repérage des interactions, par une reconstitution documentaire de la chronologie des événements et l'identification des rapports pertinents, impose un constat : par leur nombre, les lieux d'interaction et de négociation créent une trame complexe liant les trajectoires propres de nombreux acteurs qui peinent à avoir une vue d'ensemble des dynamiques à l'œuvre. Des entretiens ont permis de saisir certains moments critiques et leur influence sur les acteurs, leur réflexion, prise de position et action. Il en a résulté un récit narratif autour de trois grandes scènes où se meut un acteur principal (soit : l'entreprise, l'UPA, des citoyens impliqués) et où peuvent être isolées, dans le temps, les inflexions des interactions et du processus d'acceptabilité sociale. Une reconstitution de ces temps forts distingue cinq phases, dont l'on retiendra une rupture forte, entre l'entrée (discrète) de l'activité gazière sur le territoire qui suscite une interprétation positive comme une ressource potentielle (phase 1) et les moments suivants, où l'absence de réponse claire des autorités aux questionnements des effets du projet incite les acteurs à mobiliser leurs réseaux et confronter des sources de connaissances (phases 2 et 3). Ces fortes incertitudes se combinent à l'absence d'autorités indépendantes et à la perception des institutions comme non adaptées (pour contrôler les activités ou prendre en considération les demandes sociales) et débouchent sur l'impossibilité de trancher le dilemme (phase 4), puis une radicalisation du mouvement et le rejet du projet (phase 5).

CONCLUSION

L'étude de l'acceptabilité sociale du projet d'exploitation du gaz de schiste au Québec est heuristique pour comprendre la fabrication des territoires. Suite aux travaux du GRIDEQ, du CRDT³ et des études en développement territorial, une définition de l'acceptabilité

3 Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT) : crdt.ca.

sociale a été proposée qui, plus que la littérature usuelle, combinerait ses multiples dimensions (macro, méso et micro) sans renoncer au rôle effectif des acteurs et de leurs interactions. Il convient d'écarter à la fois une lecture déterministe des structures et une vision enchantée des acteurs pour comprendre les mouvements des acteurs au sein des effets puissamment contraignants des structures (Fournis, 2012). L'étude de cette fabrique des territoires au contact du projet des gaz de schiste contribue certainement, sinon à ouvrir de nouveaux fronts, tout au moins à défricher des territoires peu fréquentés par la science. À cet égard, l'angle micro-interprétatif considère les dimensions cognitives dans les mobilisations, souvent sous-estimées dans les projets de développement, et les combine avec des variables structurelles et politiques, aussi en jeu dans cette controverse. L'exercice rejoint la proposition de McAdam et Schaffer-Boudet (2012) quant au rôle du symbolique comme bougie d'allumage d'une action collective nécessairement contextualisée et localisée. L'interprétation d'un projet est un processus continu, susceptible de revirements en fonction de circonstances multiples et de la complexité propre des échanges entre les acteurs : son issue n'est pas donnée *a priori*, et surtout lorsqu'il s'agit d'une situation inédite et incertaine. Ceci conduit à revaloriser le dialogue, dans la construction progressive d'une rationalité collective et contextualisée et, sans doute, territoriale.

RÉFÉRENCES

- Beaudry R., Dionne H., 1996, « Vivre quelque part comme agir subversif : les solidarités territoriales », *Recherches sociographiques*, n° 3, vol. 37, pp. 537-557.
- Fortin M.-J., Fournis Y. (dir.), 2013, *Facteurs pour une analyse intégrée de l'acceptabilité sociale selon une perspective de développement territorial : l'industrie du gaz de schiste au Québec*, Étude S4-1 remise au Comité d'évaluation environnementale stratégique des gaz de schiste et au MDDEFP [en ligne <http://ees-gazdeschiste.gouv.qc.ca>].
- Fournis Y., 2012, « Le développement territorial entre sociologie des territoires et science régionale : la voix du GRIDEQ », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, 4, pp. 533-554.
- Fournis Y., Fortin M.-J., 2013, « Des sciences du territoire au Québec ? Le Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est du Québec (GRIDEQ) », in Beckouche P. et al. (dir.), *Fonder les sciences du territoire*, Paris, Éditions Karthala, « collection du CIST », pp. 123-136.
- Fournis Y., Fortin M.-J., 2013, *Acceptabilité sociale : la force d'une notion faible*, GRIDEQ Working paper, 1306.
- McAdam D., Schaffer-Boudet H., 2012, *Putting Social Movements in Their Place: Explaining Opposition to Energy Projects in the United States, 2000-2005*, New-York, Cambridge University Press.
- Wolsink M., 2012, "Wind Power: Basic Challenge Concerning Social Acceptance", in Meyers R. A. (dir.), *Encyclopedia of Sustainability Science and Technology*, vol. 17, New York, Springer, pp. 12218-12254.

LES AUTEURS

Marie-José Fortin
Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial
GRIDEQ/CRDT
UQAR
marie-jose_fortin@uqar.ca

Yann Fournis
GRIDEQ/CRDT
UQAR
yann_fournis@uqar.ca